

Brochure n° 3032

Conventions collectives régionales

BÂTIMENT

IDCC : 1841. – **ETAM**

IDCC : 1740. – **Ouvriers**

Région parisienne

(16^e édition. – Mars 2003)

ACCORD « SALAIRES » DU 26 NOVEMBRE 2004

(SEINE-ET-MARNE)

NOR : *ASET0550235M*

IDCC : *1740*

Entre :

La fédération du bâtiment et des travaux publics, région de Seine-et-Marne ;

La chambre des artisans et des petites entreprises du bâtiment (CAPEB) Seine et Marne ;

La fédération parisienne des SCOP du bâtiment et des travaux publics pour sa seule section bâtiment,

D'une part, et

L'union régionale de la construction et du bois d'Ile-de-France CFDT ;

L'union départementale des syndicats CGT-FO de Seine et Marne,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

Article 1^{er}

En application des articles 12.8 et 12.9 des conventions collectives nationales du bâtiment du 8 octobre 1990, concernant les ouvriers employés par les entreprises du bâtiment non visées par le décret du 1^{er} mars 1962, d'une part, et par les entreprises du bâtiment visées par le décret du 1^{er} mars 1962, d'autre part, et dans le respect des dispositions de la convention collective régionale des ouvriers du bâtiment d'Ile-de-France du 28 juin 1993, ainsi

que du protocole d'accord seine-et-marnais formant avenant à la convention collective régionale des ouvriers du bâtiment du 28 juin 1993 réactualisant et se substituant à la convention collective seine-et-marnaise des ouvriers du bâtiment de 1956, signé le 31 mai 1995, les organisations représentatives d'employeurs et de salariés, réunies en commission paritaire à Dammarie-les-Lys le 19 novembre 2004, ont déterminé les salaires mensuels minimaux des ouvriers du bâtiment de Seine-et-Marne.

Article 2

En application et conformément à l'accord national du 12 février 2002 sur les barèmes de salaires minimaux des ouvriers et des ETAM du bâtiment, les parties signataires du présent accord ont fixé le barème des salaires minimaux des ouvriers du bâtiment pour le département de Seine-et-Marne comme suit :

Au 1^{er} février 2005

(En euros.)

CATÉGORIE PROFESSIONNELLE	COEFFICIENT	SALAIRE mensuel minimal pour 35 heures hebdomadaires	TAUX HORAIRE minimal
Niveau I Ouvrier d'exécution :			
- position 1	150	1 175,59	7,750
- position 2	170	1 206,23	7,953
Niveau II Ouvrier professionnel	185	1 236,71	8,154
Niveau III Compagnon professionnel :			
- position 1	210	1 347,89	8,887
- position 2	230	1 467,86	9,678
Niveau IV Maître ouvrier ou chef d'équipe :			
- position 1	250	1 590,71	10,488
- position 2	270	1 713,11	11,295

Au 1^{er} octobre 2005

(En euros.)

CATÉGORIE PROFESSIONNELLE	COEFFICIENT	SALAIRE mensuel minimal pour 35 heures hebdomadaires	TAUX HORAIRE minimal
Niveau I Ouvrier d'exécution :			
- position 1	150	1 199,10	7,910
- position 2	170	1 230,35	8,112

CATÉGORIE PROFESSIONNELLE	COEFFICIENT	SALAIRE mensuel minimal pour 35 heures hebdomadaires	TAUX HORAIRES minimal
Niveau II Ouvrier professionnel	185	1 261,44	8,317
Niveau III Compagnon professionnel :			
– position 1	210	1 374,89	9,065
– position 2	230	1 488,34	9,813
Niveau IV Maître ouvrier ou chef d'équipe :			
– position 1	250	1 612,86	10,634
– position 2	270	1 737,08	11,453

Article 3

Conformément au code du travail, le présent accord sera déposé à la direction départementale du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle de Seine-et-Marne et remis aux secrétariats-greffes des conseils de prud'hommes de Meaux, Melun, Fontainebleau.

Article 4

Les parties signataires demanderont l'extension du présent accord au ministre du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle.

Fait à Dammarie-les-Lys, le 26 novembre 2004.

(Suivent les signatures.)